



Les GREAT

Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 97

"Réfléchir à changer"

Juillet – Septembre 2026



Dynamique du marché du travail au Mali selon les données des enquêtes Afrobarometer



Pr. Massa COULIBALY

Table des matières

Résumé	1
Introduction	3
1. Position sur le marché du travail et de l'emploi	4
2. Chômage et sous-utilisation de la main-d'oeuvre.....	8
3. Population au travail mais pas en emploi	12
4. Population inactive	16
4.1. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage.....	16
4.2. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école.....	19
Conclusions	23
Références bibliographiques	25

Résumé

Les indicateurs liés au marché du travail définissent et renseignent sur (i) la position de la population adulte sur ledit marché, (ii) le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre, (iii) la population au travail mais pas en emploi, (iv) la population inactive, particulièrement la population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage, et les jeunes (18-54 ans) ni en emploi ni à l'école, etc.

Les principales analyses faites des données issues des enquêtes Afrobarometer de 2014 à 2024 donnent des résultats fort intéressants.

- ✓ La plus grande part de la population en âge de travailler est en emploi, 73.1% en moyenne, de 69.8% en 2017 à 77% en 2024, les chômeurs 6.1% et la main-d'œuvre potentielle, 17.5%. La part de la population au chômage dans la population adulte a varié, entre 4.4% en 2014 et 8.0% en 2022 avec 7.8% en 2024. La population en emploi est beaucoup plus masculine que féminine, plus rurale qu'urbaine et moins jeune, la proportion de jeunes 18-35 ans étant toujours inférieure à celle de leurs aînés avec en plus proportionnellement moins de jeunes 18-24 ans en emploi que de jeunes 25-35 ans. Le taux d'emploi varie selon les régions avec de plus hauts niveaux à Sikasso (79%) et Koulikoro (75%) et les plus faibles au nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et dans le district de Bamako.
- ✓ Le chômage a cru de 0.7 point de pourcentage passant de 9.4% en 2014 à 10% en 2017 puis à 10.1% en 2020 pour ensuite diminuer à 9.8% en 2022 et finalement à 9.1% en 2024. Le taux de chômage des femmes supplante celui des hommes, le premier variant de 13.5% à 21.9% et le second de 2% à 7.5%. Globalement, le chômage des hommes a baissé de 6.9% en 2014 à 3.3% en 2024 tandis que celui des femmes augmentait de 13.5% à 18%. Le taux de chômage diminue avec l'âge, en moyenne de 26.9% pour les 18-24 ans à seulement 1.8% pour les plus de 54 ans en passant par 13.2% les 25-35 ans et 5.1% les 36-54 ans. Le chômage au Mali est plus urbain que rural. Sur la période 2014-2024, pendant que le taux de chômage urbain a oscillé entre 13.5% et 21%, celui rural était contenu entre 6% et 8.3%. Le chômage touche proportionnellement plus les personnes de niveau secondaire et postsecondaire d'éducation. Il oscille entre 12.7% et 32.4%, pour le secondaire, et entre 16.6% et 32% pour le postsecondaire. Le chômage au niveau primaire d'éducation se situe entre 8.1% et 12.8% (en 2020) et celui des personnes sans instruction formelle de 4% à 7.6%. Par région, Bamako enregistre systématiquement les plus hauts taux de chômage, de 2014 à 2020, avec en plus un chômage continuellement croissant, de 22.5% en 2014 puis de 23.5% en 2017 et finalement de 27.5% en 2020. En 2022 et 2024, il a proportionnellement moins de chômeurs que les régions du nord, 15.6% contre 16.2% respectivement 14.2% contre toujours 16.2%. Les régions de Sikasso et de Ségou enregistrent systématiquement les plus bas taux de chômage, entre 0.9% et 7.6% avec des moyennes annuelles de 3.2% et de 4.7%.
- ✓ De 2014 à 2024, le Mali a enregistré 23% en moyenne annuelle de population adulte au travail mais pas en emploi, moyenne allant d'un minimum de 19% à un maximum de 25%. Les proportions sont généralement plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural et plus chez les femmes que chez les hommes, entre 32% et 43% contre seulement 5 à 8%. Par groupe d'âge, les jeunes sont davantage au travail mais pas en emploi que leurs aînés et les 18-24 ans systématiquement plus que les 25-35 ans.

- ✓ D'une année à l'autre, 15 à 22% de la population âgée de 25-54 ans, avec 18 à 28% les 25-35 ans et 12 à 18% les 36-54 ans, sont ni en emploi ni au chômage. Les femmes 25-54 ans sont à 28-41% ni en emploi ni au chômage contre seulement 1 à 5% pour les hommes. Systématiquement, il y a proportionnellement plus de ruraux que d'urbains, en moyenne, 20% contre 17%. L'évolution semble plus défavorable aux urbains qu'aux ruraux, avec de 2017 à 2022, une baisse de seulement 4 points de pourcentage contre près du double. Les personnes âgées de 25-54 ans sont proportionnellement plus exposées à la position de ni en emploi ni au chômage lorsqu'elles sont sans instruction formelle. Ce sont 20 à 24% d'entre elles contre 10 à 20% pour les personnes de niveau primaire d'éducation, 8 à 17% le secondaire et 5 à 17% le postsecondaire. Par région, la moyenne annuelle de cette population est comprise entre 17% (à Sikasso) et 23% (dans les régions du nord).
- ✓ Les jeunes ni en emploi ni à l'école représentent entre le quart et le tiers de la jeunesse de 18-35 ans au Mali avec proportionnellement plus de jeunes 18-24 ans que leurs aînés de 25-35 ans avec un écart annuel moyen de 6 points de pourcentage. Les jeunes filles 18-35 ans sont proportionnellement plus ni en emploi ni à l'école que les garçons, 47% en moyenne annuelle contre 3% pour les garçons et 29% pour le total, tout sexe confondu. Depuis 2020, la population juvénile féminine croît modérément de 5 points de pourcentage de 2020 à 2024 tandis que celle masculine dans baisse de 5 points de pourcentage. Au total, l'écart moyen annuel est de 3 points de pourcentage en défaveur des ruraux pour des moyennes annuelles de 27% et 30%, pour les urbains respectivement les ruraux.

Il faut rappeler qu'Afrobarometer est un réseau de recherche africain en sciences sociales. Il mesure l'opinion publique sur les questions clés politiques, sociales et économiques. Les données sont obtenues par entretiens en face-à-face dans les langues officielles et nationales¹ avec des échantillons représentatifs (www.afrobarometer.org) des citoyens africains âgés de 18 ans ou plus. Le présent rapport est basé sur le traitement de données de certaines questions du questionnaire portant dans son ensemble sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali". Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de $\pm 2.5\%$ à un niveau de confiance d'au moins 95%.

¹ L'enquête se déroule au Mali en français, bambara, peulh, soninké, sonrhāï et tamasheq

Introduction

Avec la conduite de l'enquête Afrobarometer du Round 10, le Mali en était à sa 11^{ème} édition, en raison du Round spécifique (R5.5)² de 2013, tenu entre les Rounds 5 et 6. Les 5 derniers rounds consécutifs de ces enquêtes traitent tous du marché du travail, pour une période de 10 ans permettant d'analyser la dynamique dudit marché. Ce sont les rounds (i) R6, décembre 2014, (ii) R7, février 2017, (iii) R8, mars-avril 2020, (iv) R9, juillet 2022 et (v) R10, octobre-novembre 2024. Les données analysées pondèrent celles de l'échantillon des 1200 répondants proportionnellement à la répartition de la population adulte, par région et milieu de résidence, du RGPH5 de 2022.

Les problématiques liées au marché du travail sont relatives (i) à la position de la population adulte sur ledit marché, (ii) aux indicateurs de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre, (iii) à la population au travail mais pas en emploi, (iv) à la population inactive, particulièrement la population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage, et les jeunes (18-54 ans)³ ni en emploi ni à l'école. Toutes les statistiques traduisent différentes utilisations ou non de la population en âge de travailler, ici celle des 18 ans et plus⁴, composée de la main-d'œuvre et de la population hors main-d'œuvre. L'analyse du marché du travail s'intéresse également à la population au travail mais pas en emploi, à la population des 25-54 ans ni en emploi ni au chômage, et enfin aux jeunes, 18-35 ans, ni en emploi ni à l'école. Sur tous les indicateurs, des analyses comparatives sont faites sur la période 2014-2024, analyses précédées du rappel des définitions des principaux concepts utilisés.

² R5.5 avait pu se tenir sur toute l'étendue du territoire national, contrairement au Round précédent (R5) de 2012 qui n'avait pu couvrir aucune des 5 régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) pour cause d'insécurité liée au conflit du nord

³ L'âge limite de la jeunesse est fixé selon l'UA à 35 ans contre 24 ans pour le BIT et 40 ans au Mali.

⁴ La population en âge de travailler est définie par le BIT comme étant celle âgée de 15 ans et plus, sauf que les enquêtes Afrobarometer interrogent les personnes âgées de 18 ans ou plus, soit la majorité électorale dans la plupart des pays

1. Position sur le marché du travail et de l'emploi

La population en âge de travailler comprend la main-d'œuvre et la population hors main-d'œuvre, dans les limites d'âge de cette population, soit les 18 ans et plus dans le cas des enquêtes Afrobarometer. La main-d'œuvre, quant à elle, comprend les personnes en emploi et celles au chômage. Dans la population hors main-d'œuvre, une partie substantielle est de la main-d'œuvre potentielle, soit des personnes pas en emploi mais non demandeurs d'emploi quoique disponibles ou demandeurs mais non disponibles dans les délais impartis. La main-d'œuvre élargie ajoute à la main-d'œuvre cette main-d'œuvre potentielle.

Dans la littérature, surtout celle de l'OIT, la population en âge de travailler (PAT) est composée des personnes âgées de 15 ans et plus dans la population totale. S'il y a une limite d'âge inférieure, il n'y a toutefois pas de limite supérieure. Evidemment, il est loisible aux Etats de fixer par voie législative des limites inférieures et supérieures d'âge de travailler. La limite inférieure est établie de sorte à tenir compte de l'âge minimum pour l'emploi, en incluant les exceptions prévues par les lois et réglementations nationales ou de l'âge de fin de scolarité obligatoire. Elle peut varier en fonction de l'existence d'un programme séparé de statistiques sur le travail des enfants. En règle générale, il n'est pas établi de limite supérieure d'âge de façon à disposer d'une couverture complète des activités productives de la population adulte et d'étudier les transitions entre l'emploi et la retraite.

La main-d'œuvre est définie comme étant la somme de la population en emploi et des chômeurs. La population en emploi peut être ou ne pas être au travail au moment de l'enquête, pour plusieurs raisons. Le taux d'emploi est défini comme étant son rapport à la population en âge de travailler. Le chômage au sens strict est la situation d'une personne qui n'a pas d'emploi, qui est à la recherche d'un emploi et qui est disponible pour travailler une fois l'opportunité à lui offerte. Il peut être de première insertion sur le marché du travail ou consécutif à une perte d'emploi. Sa durée peut être plus ou moins longue. Les chômeurs peuvent également avoir différentes aspirations quant au type d'emploi ou de métier, en même temps qu'ils utiliseront des moyens différents de recherche d'emploi, etc.

La main-d'œuvre potentielle est constituée des personnes en âge de travailler qui ne sont ni en emploi ni au chômage et qui sont intéressées par un emploi, mais dont leurs conditions du moment (comme l'exercice de travail domestique et de soins non rémunéré) limitent leur recherche active ou leur disponibilité. Ce sont donc des personnes en âge de travailler, qui ne sont pas actuellement en emploi ni considérées comme chômeurs (parce que n'étant pas activement à la recherche d'un emploi ni disponibles pour travailler), mais qui, malgré cela, sont intéressées par un emploi et pourraient potentiellement l'occuper si les circonstances le permettaient. La population hors main-d'œuvre et hors main-d'œuvre potentielle constitue la population hors main-d'œuvre au sens résiduel.

La population hors main-d'œuvre a représenté, en moyenne, 3.4% de la population adulte. Les chômeurs auront représenté 6.1% de cette population adulte et la main-d'œuvre potentielle, 17.5%. La plus grande part de la population en âge de travailler est en emploi, 73.1% en moyenne, de 69.8% en 2017 à 77% en 2024. Cette part avait diminué entre 2014 et 2017 pour ensuite augmenter avec un niveau relativement stable sur les deux années, 2020 et 2022, pour encore augmenter en 2024, de près de 4 points de pourcentage. La part de la population au chômage dans la population adulte a varié, entre 4.4% en 2014 et 8.0% en 2022 avec 7.8% en 2024. Les scores des deux dernières années, 2022 et 2024, sont tous supérieurs à ceux des

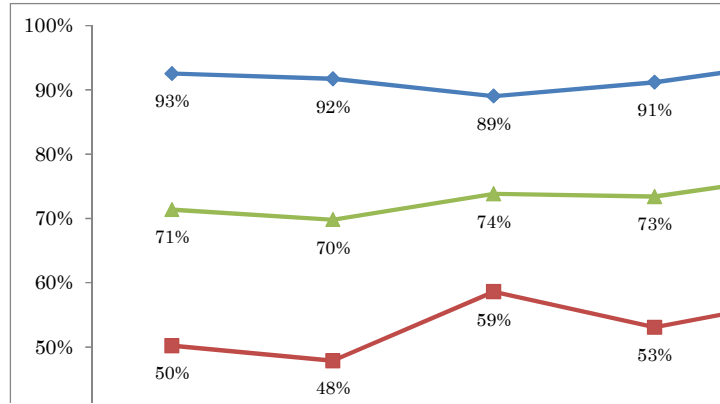
années précédentes, de 2 à 4 points de pourcentage environ. La main-d'œuvre potentielle a représenté une proportion en baisse continue sur toute la période 2014-2024, plus fortement de 2017 à 2020, 3 points de pourcentage, fortement de 2020 à 2022, 2 points de pourcentage et faiblement de 2022 à 2024, 1 point de pourcentage. L'abaissement du poids de la main-d'œuvre potentielle est en lien avec l'augmentation de ceux de la population en emploi ou au chômage. L'accroissement simultané des deux composantes de la main-d'œuvre (emploi et chômage) explique la baisse de la population hors main-d'œuvre ainsi que de sa composante main-d'œuvre potentielle.

Tableau 1. Structure de la population en âge de travailler | 2014-2024

	2014	2017	2020	2022	2024	Moyenne annuelle
Population hors main-d'œuvre	3.5%	4.1%	4.3%	3.6%	1.4%	3.4%
Population au chômage	4.4%	5.5%	4.7%	8.0%	7.8%	6.1%
Population en emploi	71.4%	69.8%	73.8%	73.4%	77.0%	73.1%
Main-d'œuvre potentielle	20.7%	20.6%	17.2%	15.0%	13.8%	17.5%

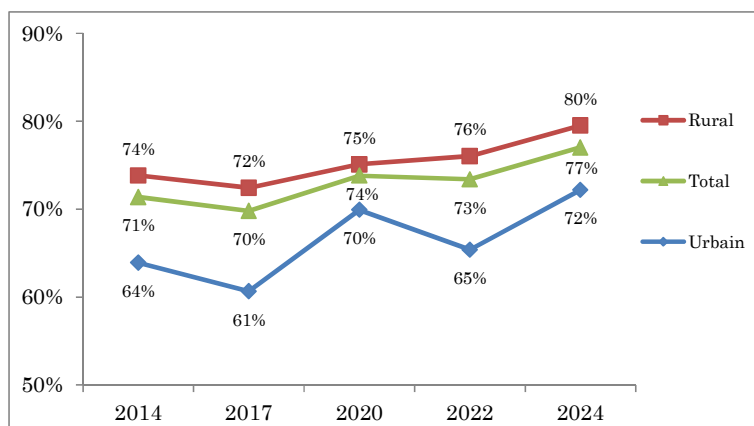
Une des caractéristiques de la population en emploi est qu'elle est beaucoup plus masculine que féminine avec des écarts de 30 (en 2020) à 44 (en 2017) points de pourcentage. Tandis que la population féminine en emploi oscille entre 48% et 59%, celle masculine varie de 89% à 95%.

Figure 1. Population en emploi par sexe | 2014-2024



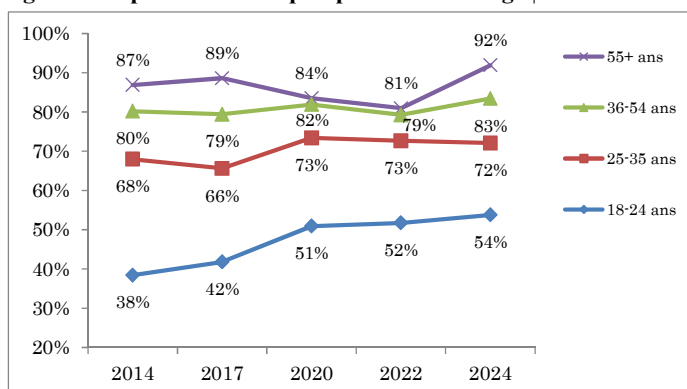
En plus d'être davantage masculin, l'emploi est également plus rural qu'urbain au Mali. Cela peut se comprendre dès lors que la population est majoritairement rurale. Mais l'écart rural-urbain (5 à 11 point de pourcentage) est beaucoup plus resserré que celui entre homme et femme (30 à 44 points). L'emploi rural a continué de croître, de 2017 à 2024 tandis que celui urbain a chuté de 5 points de pourcentage entre 2020 et 2022. Globalement, l'emploi urbain semble avoir cru plus que celui rural, de 8 points de pourcentage, entre 2014 et 2024, contre 6 points et de 11 points contre 8, de 2017 à 2024. De 2022 à 2024, le premier a cru de 7 points de pourcentage contre 4 points au second.

Figure 2. Population en emploi par milieu de résidence | 2014-2024



La population en emploi est moins jeune, la proportion de jeunes 18-35 ans étant toujours inférieure à celle de leurs aînés. Parmi les jeunes, il y a proportionnellement moins de jeunes 18-24 ans en emploi que de jeunes 25-35 ans, l'écart allant de 18 points de pourcentage (en 2024) à 30 points (en 2014). L'écart entre les 25-35 ans et les 36-54 ans est beaucoup plus resserré, entre 7 points (en 2022) et 14 points de pourcentage (en 2017). Entre ces derniers (les 36-54 ans) et leurs aînés, l'écart est encore plus mince, de 2 à 9 points. En termes de dynamique, la population jeune des 18-24 ans a cru sur toute la période sans discontinuer alors que toutes les autres tranches d'âge ont marqué le pas au moins 2 fois, avec les 55 ans et plus sur toute la sous-période 2017-2022, pour une perte cumulée de 8 points de pourcentage tandis que les jeunes 18-24 ans gagnaient 12 points de pourcentage et leurs aînés, 6 points. Si finalement l'emploi des jeunes 18-24 ans est le plus dynamique, celui des 36-54 ans semble davantage rigide, entre 79 et 83% de cette population.

Figure 3. Population en emploi par tranche d'âge | 2014-2024



Le taux d'emploi varie selon les régions et selon les années, dans une fourchette de 64 à 79% de la population adulte, en moyenne, soit 15 points de pourcentage. Les niveaux les plus élevés sont observés à Sikasso (79%) et Koulikoro (75%) tandis que les régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et le district de Bamako enregistrent les plus faibles taux, 64% respectivement 65%. Les taux d'emploi minimum annuels par région oscillent entre 57% (en 2014 à Bamako) et 64% (en 2022 à Bamako toujours). Les maxima, par contre vont de 79% (en 2022 à Sikasso) à 84% (en 2017 à Ségou). L'écart entre ces deux extrêmes va de 15 points de pourcentage (en 2022 entre Bamako et Ségou) à 25 points (en 2017 entre les régions du nord et la région de Ségou).

Tableau 2. Population en emploi par région | 2014-2024

	2014	2017	2020	2022	2024	Moyenne annuelle
Kayes	77%	69%	70%	68%	70%	71%
Koulikoro	75%	69%	83%	76%	83%	77%
Sikasso	80%	71%	82%	79%	83%	79%
Ségou	75%	84%	62%	76%	80%	75%
Mopti	69%	66%	77%	77%	79%	74%
Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	61%	59%	67%	70%	62%	64%
Bamako	57%	62%	71%	64%	72%	65%

2. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre

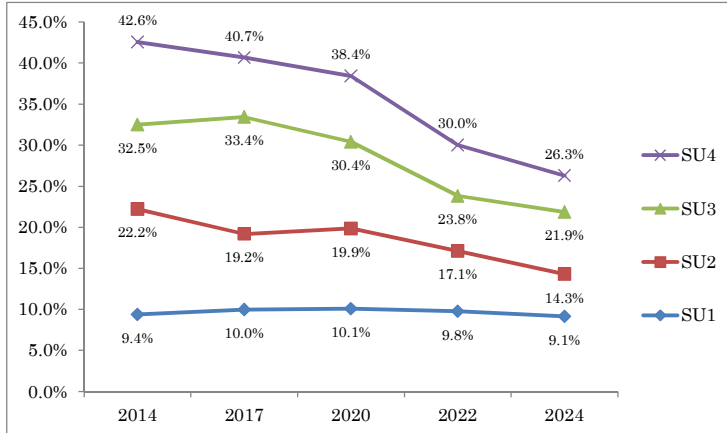
Les quatre indicateurs de sous-utilisation de la main-d'œuvre sont (i) le taux de chômage (SU1) en tant que rapport de la population au chômage à la main-d'œuvre et non pas à la population en âge de travailler, (ii) le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié au temps de travail (SU2), qui a le même dénominateur que le premier mais dont le numérateur ajoute à la population au chômage celle en sous-emploi lié au temps de travail, (iii) le taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle (SU3), qui ajoute la main-d'œuvre potentielle au numérateur et au dénominateur du taux de chômage, (iv) le taux composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, avec le même dénominateur que le précédent mais qui ajoute à son numérateur la population en sous-emploi lié au temps de travail, soit le taux combiné du chômage, de la main-d'œuvre potentielle et du sous-emploi lié au temps de travail (SU4).

Il faut rappeler que le taux de chômage en tant que pourcentage de chômeurs dans la main-d'œuvre ou population active (actifs occupés + chômeurs) diffère de la proportion des chômeurs dans l'ensemble de la population en âge de travailler. Le taux de chômage est un indicateur essentiel pour comprendre l'état du marché du travail et la santé globale d'une économie. Il reflète les défis auxquels sont confrontés les demandeurs d'emploi et les tensions potentielles sur l'économie. Le sous-emploi est un indicateur qui mesure non seulement l'emploi mais aussi son utilisation dans l'économie afin de jauger du degré d'efficacité de l'utilisation des compétences, de l'expérience et de la disponibilité au travail de la main-d'œuvre

Le chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3) est un bon indicateur de sous-utilisation de la main-d'œuvre, préféré dans beaucoup d'évaluations au chômage au sens strict (SU1) et au chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail (SU2). Il correspond au chômage élargi, jadis utilisé, lequel ne distinguait pas les chômeurs demandeurs actifs d'emploi de ceux qui ne l'étaient pas et souvent qualifiés de chômeurs découragés.

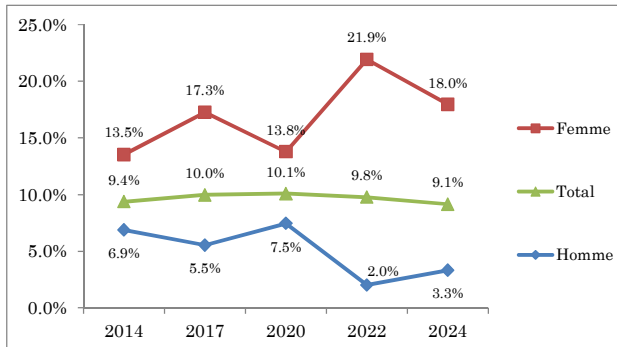
Le taux de chômage (SU1) est passé de 9.4% en 2014 à 10% en 2017 puis à 10.1% en 2020. Il a ensuite diminué à 9.8% en 2022 et finalement à 9.1% en 2024. Le ralentissement du chômage, au-delà des chiffres, d'un point de pourcentage, de 2020 à 2024 est resté continu. Il en est de même de tous les autres indicateurs de sous-utilisation de la main-d'œuvre, de plus de 5 points de pourcentage pour SU2, de plus de 8 points pour SU3 jusqu'à 12 points de pourcentage pour SU4. Sur la sous-période précédente, 2014-2020, le chômage a cru de près d'un point de pourcentage (0.7) et les autres indicateurs de sous-utilisation de la main-d'œuvre auront baissé de 2 points de pourcentage pour SU2 et SU3 et de 4 points pour SU4.

Figure 4. Population au chômage ou en sous-utilisation | 2014-2024



Quelle que soit l'année d'enquête, le taux de chômage des femmes supplante celui des hommes, avec des écarts allant de 6 points de pourcentage (en 2020) à 20 points (en 2022). Sur toute la période, le taux de chômage des hommes a varié de 2% (en 2022) à 7.5% (en 2020) tandis que celui des femmes allait de 13.5% (en 2014) à 21.9% (en 2022). Globalement, le chômage des hommes a baissé de près de 4 points de pourcentage (de 6.9% en 2014 à 3.3% en 2024) tandis que celui des femmes augmentait de plus de 4 points de pourcentage (de 13.5% à 18%). De 2020 à 2024, les variations auront été également de ± 4 points de pourcentage. On notera simplement que le taux de chômage des hommes a légèrement augmenté de 2022 à 2024 (de 2% à 3.3%) alors que celui des femmes diminuait (de 21.9% à 18%, soit près de 4 points de pourcentage). On peut néanmoins craindre l'avenir dès lors qu'on observe que toute baisse du chômage est suivie d'une hausse et inversement, et de façon plus marquée chez les femmes que chez les hommes.

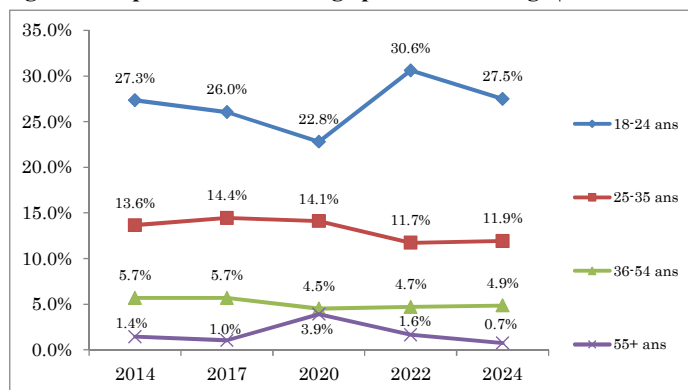
Figure 5. Population au chômage par sexe | 2014-2024



Non seulement, le chômage (SU1) a un visage féminin, il est également juvénile. En effet, le taux de chômage diminue avec l'âge, en moyenne de 26.9% pour les 18-24 ans à seulement 1.8% pour les plus de 54 ans en passant par 13.2% les 25-35 ans et 5.1% les 36-54 ans. Le chômage des jeunes varie de 22.8% (en 2020) à 30.6% (en 2022), pour les 18-24 ans, tandis que celui des seniors de 55 ans et plus oscille entre 0.7% (en 2024) et 3.9% (en 2020). Le rapport entre les 25-35 ans et les 36-54 ans est du simple au double (en 2014, 2022 et 2024) et du simple au triple (en 2017 et 2020). Les courbes de SU1 des 4 tranches d'âges ne se coupent nulle année. Le taux de chômage des jeunes 18-24 ans a diminué de 2014 à 2020, sans discontinuer, de plus de 4 points de pourcentage. Il a, à l'opposé, augmenté de 2020 à 2024, de près de 5 points de pourcentage, marqué par une hausse de près de 8 points de pourcentage en

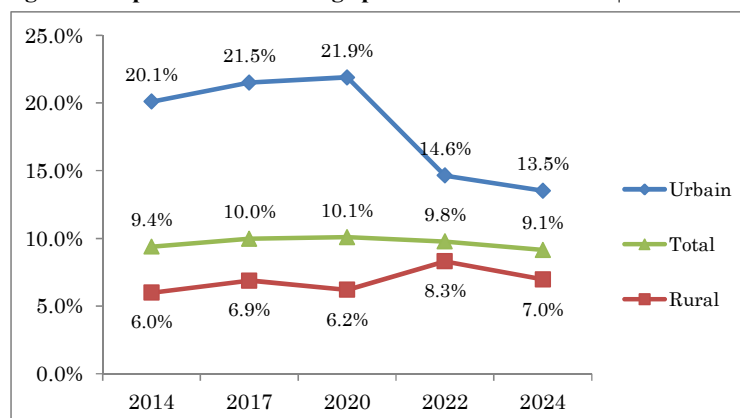
2022 contre une baisse de 3 points de pourcentage en 2024. Le chômage des 25-35 ans est relativement stable, ni hausse maquée ni baisse significative non plus, au taux compris entre moins de 12% et plus de 14%. Il en est de même des 36-54 ans, de moins de 5% à près de 6%. Celui des 55 ans et plus est globalement résiduel, autour de 1%, excepté en 2020 quand il est monté à 3.9%. Les plus gros efforts en matière de lutte contre le chômage devraient être déployés en direction des jeunes 18-24 ans sans doute plus frappés par le chômage de première insertion que celui de perte d'emploi.

Figure 6. Population au chômage par tranche d'âge | 2014-2024



Le chômage au Mali est plus urbain que rural, avec des écarts allant de 6 points de pourcentage à près de 16 points. Sur la période 2014-2024, pendant que le taux de chômage urbain a oscillé entre 13.5% et 21%, celui rural était contenu entre 6% et 8.3%. De 2014 à 2020, le premier a cru de 20.1% à 21.9% tandis que le second passait de 6% à 6.2%. De 2020 à 2024, des efforts de création d'emplois y compris publics (civils et militaires) ont permis de ramener le chômage urbain de 21.9% à 13.5% avec déjà 14.6% en 2022, la plus forte baisse jamais observée, 7 points de pourcentage. La baisse globale sur cette sous-période de transition est d'un point de pourcentage sous l'effet conjugué de la forte baisse du chômage urbain, 8 points de pourcentage, et de la légère hausse de celui rural, 1 point de pourcentage.

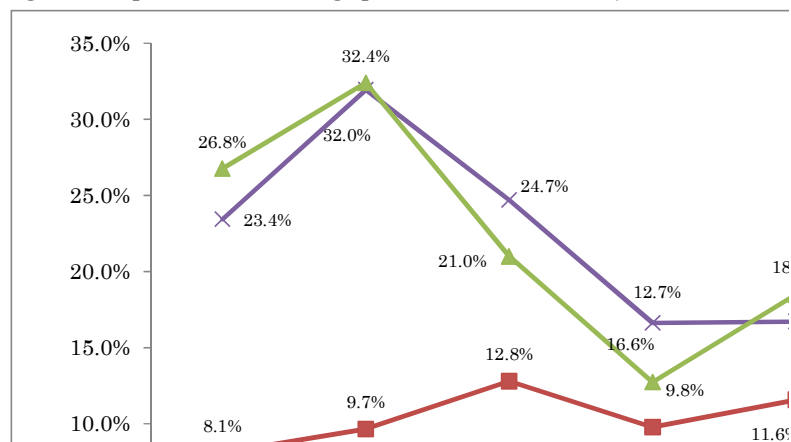
Figure 7. Population au chômage par milieu de résidence | 2014-2024



Le chômage touche proportionnellement plus les personnes de niveau secondaire et postsecondaire d'éducation, aucun de ces deux niveaux n'étant systématiquement au-dessus l'un de l'autre. Il oscille entre 12.7% et 32.4%, pour le secondaire, et entre 16.6% et 32% pour le postsecondaire. Les deux premières années de la période sous analyse, 2014 et 2017, le chômage du niveau secondaire surclasse celui du postsecondaire puis l'inverse se produit de

2020 à 2022 avant qu'en 2024 le secondaire ne surclasse à nouveau le postsecondaire. Le chômage à ces deux niveaux d'éducation a fortement baissé de 2017 à 2020, de près de 20 points de pourcentage pour le secondaire et de plus de 15 points pour le postsecondaire. Ce dernier niveau a presque maintenu sa décroissance en 2024, puisqu'il est resté à 16.7% contre 16.6% en 2022. Par contre, le postsecondaire a laissé son chômage augmenter de près de 6 points de pourcentage, faisant passer sa baisse à 14 points de pourcentage de 2017 à 2024 contre 20 points de 2017 à 2022. Le chômage au niveau primaire d'éducation est bien en-deçà des niveaux supérieurs à lui, oscillant entre 8.1% (en 2014) et 12.8% (en 2020). Les plus bas taux de chômage relèvent des personnes sans instruction formelle (de 4% à 7.6%). Le chômage de cette dernière catégorie de population a continuellement baissé de 2014 à 2020, de 6.7% à 4.3% en passant par 5.3% en 2017. Il a ensuite augmenté en 2022 puis baissé en 2024, de 3 points de pourcentage à chaque fois.

Figure 8. Population au chômage par niveau d'éducation | 2014-2024



Par région, Bamako aura systématiquement enregistré les plus hauts taux de chômage, de 2014 à 2020, avec en plus un chômage continuellement croissant, de 22.5% en 2014 puis de 23.5% en 2017 et finalement de 27.5% en 2020. Ce sont les plus forts taux de toutes les régions. En 2022 et 2024, Bamako a proportionnellement moins de chômeurs que les régions du nord, 15.6% contre 16.2% respectivement 14.2% contre toujours 16.2%. Les régions de Sikasso et de Ségou enregistrent systématiquement les plus bas taux de chômage, entre 0.9% et 7.6% avec des moyennes annuelles de 3.2% et de 4.7%. Ce sont des régions faiblement urbanisées avec proportionnellement moins de personnes de niveau secondaire ou plus d'éducation. La région de Koulikoro s'y rapproche. Les deux régions médianes sont Kayes et Mopti avec un taux annuel moyen de chômage de 11%.

Tableau 3. Population au chômage par région | 2014-2024

	2014	2017	2020	2022	2024
Kayes	7.7%	18.5%	6.7%	12.0%	9.9%
Koulikoro	4.3%	8.7%	3.1%	11.9%	8.2%
Sikasso	2.6%	2.5%	2.3%	0.9%	7.6%
Ségou	7.3%	0.9%	4.3%	6.1%	5.0%
Mopti	14.5%	11.6%	10.9%	11.0%	5.8%
Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	12.3%	10.5%	21.1%	16.2%	16.2%
Bamako	22.5%	23.5%	27.5%	15.6%	14.2%

3. Population au travail mais pas en emploi

Pour qu'une personne soit considérée comme engagée dans une forme donnée de travail, il faut qu'elle ait effectué cette forme de travail pendant au moins une heure durant la courte période de référence pertinente, généralement la semaine. Le travail a pour finalité la production de biens ou la fourniture de services destinés à la consommation par des tiers ou à sa consommation personnelle. Ainsi, il exclut les activités qui ne produisent pas de biens ou ne fournissent pas de services comme la mendicité ou le vol. Il exclut en outre les activités ne pouvant être réalisées par une autre personne que par soi-même à l'instar de dormir, d'apprendre ou de mener toute activité de loisirs tout comme le fait de prendre soin de soi en termes de toilette personnelle et d'hygiène.

La Résolution II amendant la résolution I⁵ concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, issue de la 21^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 11-20 octobre 2023), distingue 5 formes de travail que sont le travail de production pour la consommation personnelle, l'emploi, le travail en formation non rémunéré, le travail bénévole et les autres formes de travail. Ainsi, la population au travail mais pas en emploi concerne les formes de travail autres que l'emploi, soit le travail de production pour la consommation personnelle correspondant au travail domestique et de soins, majoritairement exercé au Mali par les femmes, le travail en formation non rémunéré, conférant le statut d'apprenant, le travail bénévole pour d'autres ménages ou pour la communauté et toute autre forme de travail non rémunéré ou non générateur de profit pour le travailleur.

De 2014 à 2024, le Mali a enregistré 23% en moyenne annuelle de population adulte au travail mais pas en emploi, moyenne allant d'un minimum de 19% à un maximum de 25%. La moyenne est tirée vers le haut par les régions de Bamako (26%) et du nord (29%) et principalement du fait du niveau secondaire d'éducation (26% en moyenne). Les moindres contributeurs sont les régions de Koulikoro et de Sikasso (20% en moyenne chacune) et le niveau primaire d'éducation (20% également). Sur toute la période, aucune région, ni aucun niveau d'éducation n'a réussi à réduire de façon continue sa proportion de population adulte au travail mais pas en emploi. Bamako l'a fait de 2014 à 2020 avant de voir cette proportion croître de 2020 à 2024. Cette prouesse est également observée au niveau des personnes sans instruction formelle, de 2014 à 2022 avant que la courbe ne remonte en 2024. Mais curieusement, ce niveau d'éducation enregistre en 2022 le plus haut taux d'adultes au travail mais pas en emploi, 21% contre 18% au secondaire, 16% au primaire et 12% au postsecondaire. A la seule exception de la région de Sikasso, toutes les autres régions voient leurs taux augmenter de 2022 à 2024, d'un point de pourcentage à Ségou à 21 points au nord et 8% à Kayes suivie de Mopti, 7 points de pourcentage. La baisse est de 4 points de pourcentage à Sikasso.

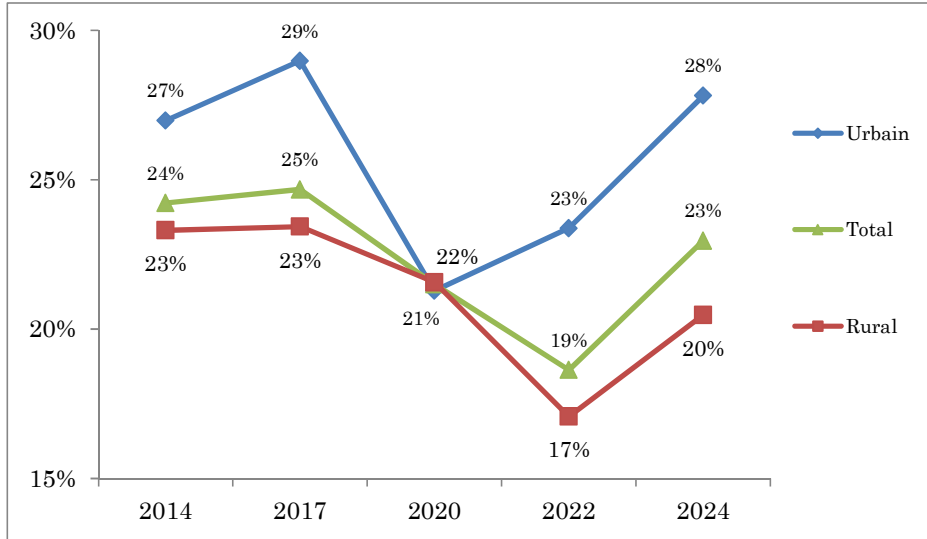
⁵ Résolution I concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, issue de la 19^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 2-11 octobre 2013)

Tableau 4. Population au travail mais pas en emploi par région et niveau d'éducation | 2014-2024

		2014	2017	2020	2022	2024
Région	Kayes	19%	19%	26%	22%	30%
	Koulikoro	25%	27%	16%	13%	17%
	Sikasso	18%	27%	17%	21%	17%
	Ségou	23%	15%	36%	19%	20%
	Mopti	24%	26%	18%	14%	21%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	34%	35%	21%	17%	38%
	Bamako	31%	27%	18%	24%	28%
Education	Aucun	25%	24%	22%	21%	22%
	Primaire	21%	24%	20%	16%	21%
	Secondaire	27%	32%	25%	18%	30%
	Postsecondaire	31%	24%	19%	12%	25%
Total		24%	25%	22%	19%	23%

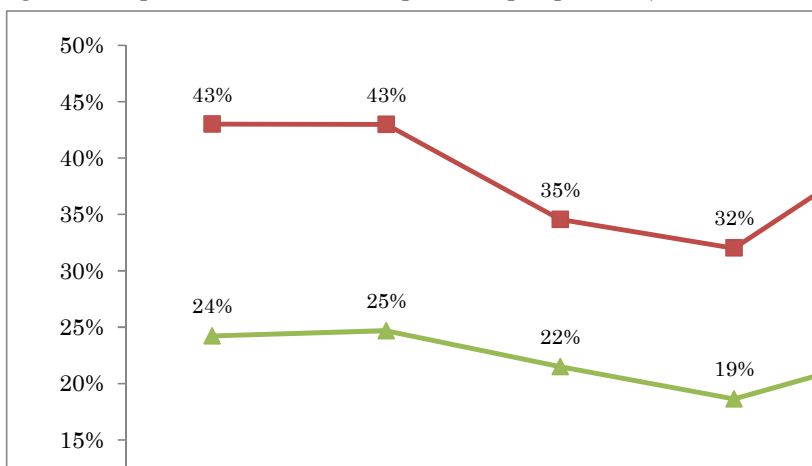
Les proportions de population au travail mais pas en emploi sont plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural, sauf en 2020 où l'on a enregistré 21% dans le premier milieu contre 22% dans le second. La moyenne nationale est comprise entre 19% (en 2022) et 25% (en 2017). C'est en 2017 justement que toutes les proportions sont les plus élevées, 29% en milieu urbain, 23% en milieu rural et 25% au total. Le taux urbain n'a cessé de croître de 2020 à 2024, de 2 points de pourcentage en 2022 puis de 5 points en 2024. L'accroissement en milieu rural est plutôt observé seulement de 2022 à 2024, pour 3 points de pourcentage, tout comme pour le total, de 4 points. En 2020, tous les taux avaient baissé par rapport à 2017, de 2 point de pourcentage pour le milieu rural et de 7 points pour l'urbain résultant en une baisse totale de 3 points. La baisse s'est poursuivie en 2022 pour le milieu rural et pour le total tandis que le milieu urbain amorçait sa remontée continue en 2022 comme en 2024, de 2 points de pourcentage puis de 5 points.

Figure 9. Population au travail mais pas en emploi par milieu de résidence | 2014-2024



De façon plus nette, les femmes ont sur les hommes les plus fortes proportions de population au travail mais pas en emploi, entre 32% et 43% contre seulement 5 à 8% pour les hommes. Autant dire que cette position sur le marché du travail est une posture féminine. L'écart annuel entre les deux sexes va de 25 points de pourcentage (en 2022) à 38 points (en 2014). En moyenne sur toute la période, 39% des femmes adoptent cette posture sur le marché du travail contre seulement 7% des hommes, résultant en une moyenne globale de 22%, comprise entre 19% (en 2022) et 25% (en 2017). L'accès au marché du travail rémunéré est plus facile pour les hommes que pour les femmes en raison principalement du travail domestique et de soins (aux enfants, aux personnes âgées, aux malades et autres personnes vivant avec un handicap) non rémunéré et très consommateur de temps de travail. Les femmes ont perdu les 11 points de pourcentage de baisse observée de 2017 à 2022, entre 2022 et 2024 à seulement un point de pourcentage près (11 points de baisse suivis de 10 points de hausse). Sur la même période, le taux des hommes baissait d'un point puis de 2 points de pourcentage.

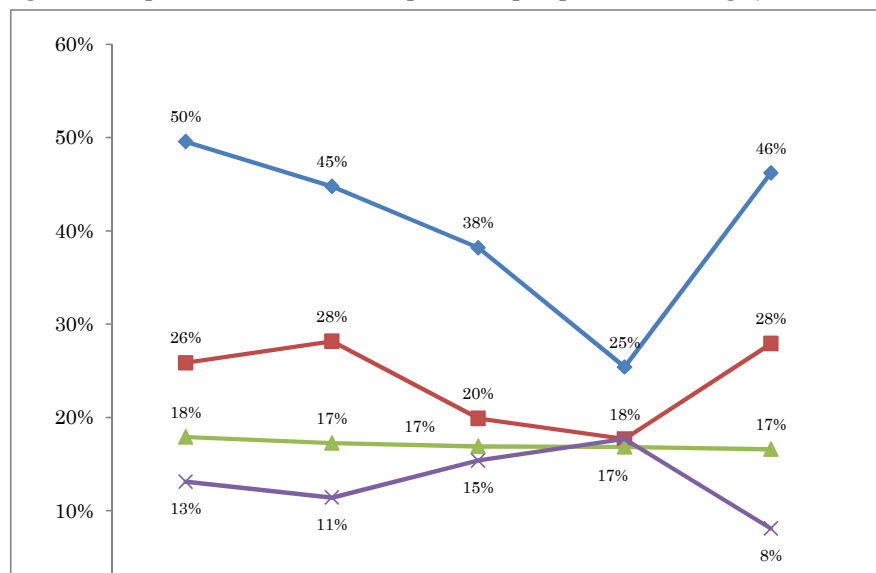
Figure 10. Population au travail mais pas en emploi par sexe | 2014-2024



Par groupe d'âge, les jeunes sont davantage au travail mais pas en emploi que leurs aînés. Cela s'est observé sur tous les rounds d'enquêtes Afrobarometer sous analyse, de 2014 à 2024. Dans les rangs des jeunes, les 18-24 ans sont systématiquement plus concernés que les 25-35

ans. Heureusement que le taux des 18-24 ans a continuellement baissé de 2014 à 2022, passant de 50% à 25%, soit une réduction de moitié. Malheureusement pour eux, la courbe s'est redressée de 2022 à 2024, de 21 points de pourcentage pour ne laisser qu'une baisse globale de seulement 4 points de pourcentage entre 2014 et 2024. C'est assez culturel que l'on retrouve dans cette position sur le marché du travail beaucoup moins de séniors de 55 ans et plus, entre 8% (en 2024) et 17% (en 2022 comme en 2017 et 2020). A cet âge, les personnes participent moins aux tâches domestiques et de soins non rémunérées y compris les femmes qui les lèguent à leurs filles et/ou belles-filles si ce n'est à leurs coépouses plus jeunes. Dans certains ménages, cette retraite du travail domestique et de soins non rémunéré peut commencer plus tôt y compris entre 36 et 54 ans. Aussi, les taux de cette tranche d'âge sont-ils bien en-deçà de ceux des 18-35 ans, avec une courbe quasi-linéaire, 17 à 18% de population au travail mais pas en emploi.

Figure 11. Population au travail mais pas en emploi par tranche d'âge | 2014-2024



4. Population inactive

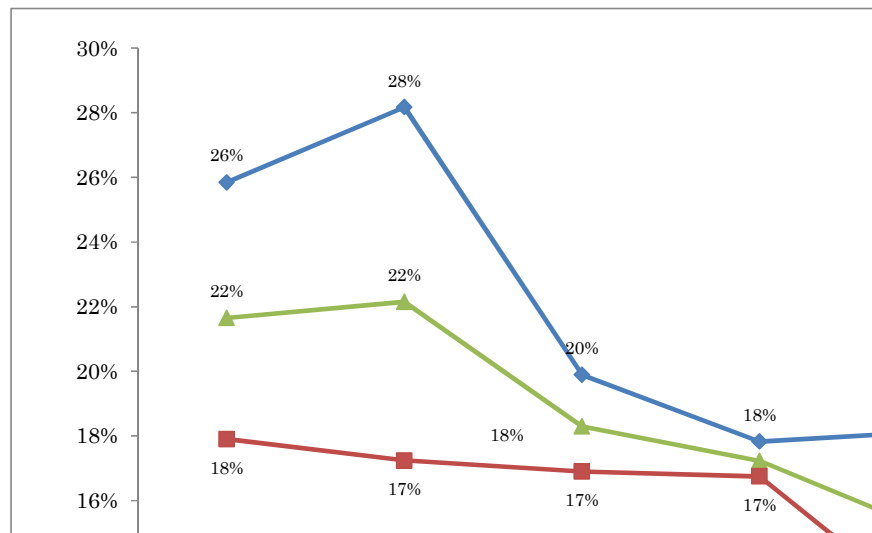
Deux indicateurs particuliers sont, en dehors de l'emploi et du chômage sous toutes ses formes, prisés dans les analyses du marché du travail. Ce sont la population des 25-54 ans ni en emploi ni au chômage et les jeunes, 18-35 ans⁶, ni en emploi ni à l'école.

4.1. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage

Dans la population ni en emploi ni au chômage, les statistiques du marché du travail s'intéressent particulièrement aux personnes âgées de 25-54 ans parce qu'elles constitueraient l'essence de la population active du pays, généralement sortie du système éducatif et donc versées sur le marché du travail et qui au-delà de 54 ans trouveraient difficilement un emploi si elles n'en ont jamais trouvé.

D'une année à l'autre, 15 à 22% de la population âgée de 25-54 ans (la population la plus active s'il en faut) ne sont ni en emploi ni au chômage, donc hors de la main-d'œuvre, main-d'œuvre potentielle comprise. Cette proportion a continuellement baissé de 2017 à 2024, de 7 points de pourcentage au total. Au sein de cette population de plein âge actif, les 25-35 ans sont plus touchés que leurs aînés 36-54 ans, avec des écarts pouvant aller jusqu'à 11 points de pourcentage. Les proportions sont de 18 à 28% pour les 25-35 ans et de 12 à 18% les 36-54 ans, la courbe de ces derniers étant quasi-stationnaire jusqu'en 2022 pour ensuite décliner fortement avec un taux passé de 17% en 2022 à 12% en 2024. Sur cette dernière sous-période, la courbe des 25-35 ans est restée stationnaire au taux de 18%. Le plus d'efforts a dû être fait en faveur des 25-35 ans en 2020 pour les faire rentrer dans la main-d'œuvre, la population hors main-d'œuvre étant passée de 28% à 20%, 8 points de pourcentage de sortie de l'inactivité. Cela s'est soldé par une sortie globale, tout âge confondu, de 4 points de pourcentage.

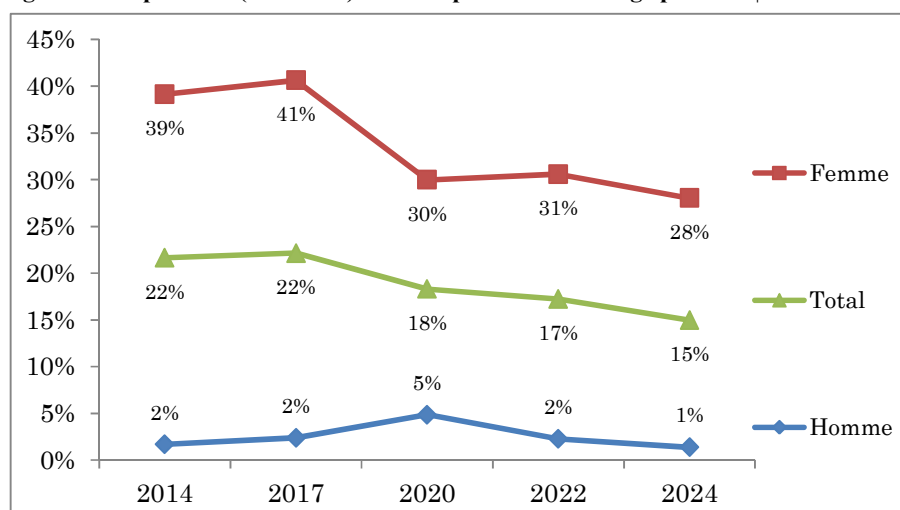
Figure 12. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage | 2014-2024



⁶ L'âge limite de la jeunesse est fixé selon l'UA à 35 ans contre 24 ans pour le BIT

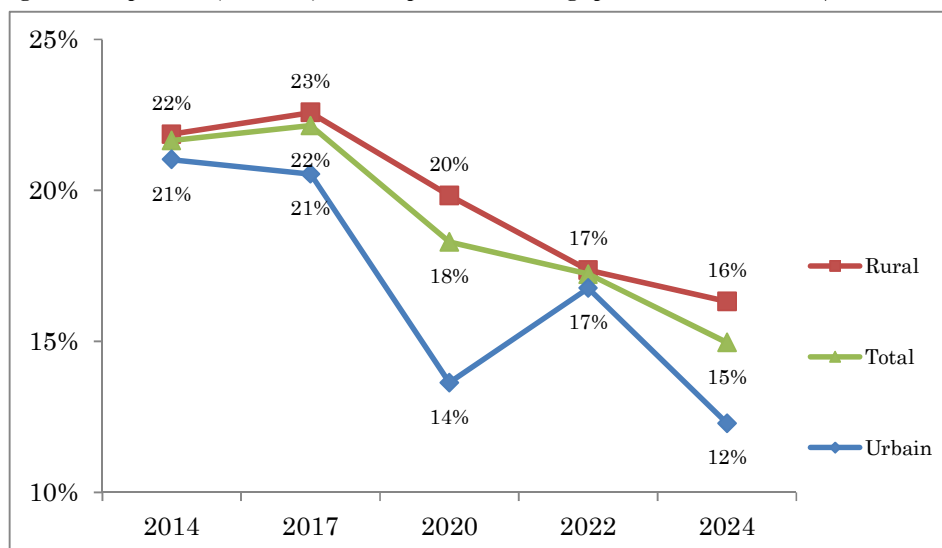
Ici encore, les femmes 25-54 ans sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à n'être ni en emploi ni au chômage, conséquence de leur prédominance dans la main-d'œuvre potentielle. Elles sont 28 à 41% d'entre elles à être dans cette position sur le marché du travail contre seulement 1 à 5% pour les hommes de la même tranche d'âge. Résultat, les taux globaux, tout sexe confondu, restent modérés autour de 15-22% sinon les écarts entre les sexes vont de 25 à 38 points de pourcentage en défaveur des femmes, soit un écart annuel moyen de 31 points de pourcentage pour une proportion moyenne de 34% des femmes contre seulement 3% des hommes. De 2017 à 2020, la population féminine 25-54 ans ni en emploi ni au chômage a fortement diminué, passant de 41% à 30% pendant que celle masculine augmentait de 2 à 5%. Après une légère hausse, d'un point de pourcentage, de 2020 à 2022, la population féminine a encore baissé, de 31% en 2022 à 28% en 2024, sous-périodes pendant lesquelles, la population masculine baissait continuellement de 2020 à 2024, à 4 points de pourcentage au total.

Figure 13. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage par sexe | 2014-2024



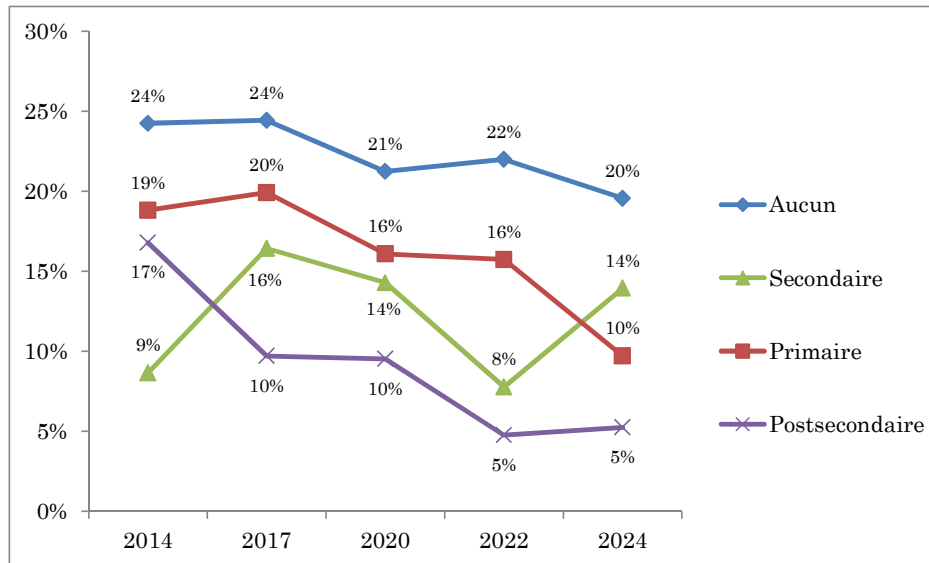
Systématiquement, il y a proportionnellement plus de population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage parmi les ruraux que parmi les urbains, en moyenne, 20% contre 17%. Il faut remarquer que depuis 2017, la population rurale dans cette position sur le marché du travail n'a cessé de décroître, assez fortement de 2017 à 2022, 6 points de pourcentage de décroissance, puis timidement, de 2022 à 2024, seulement un point de pourcentage de baisse, résultant en une diminution totale de 7 points de pourcentage, de 2017 à 2024, pour les ruraux contre 9 points pour les urbains. Seulement, l'évolution de la population urbaine est assez chaotique avec une baisse significative en 2020 par rapport à 2017, 7 points de pourcentage, puis une hausse en 2022 par rapport à 2020, 3 points de pourcentage, résultant en une baisse de seulement 4 points de pourcentage entre 2017 et 2022 contre près du double pour la population rurale. En 2024, les ruraux marquent le pas avec seulement un point de pourcentage de diminution face aux 5 points des urbains dont le taux passe de 17% en 2022 à 12% en 2024.

Figure 14. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage par milieu de résidence | 2014-2024



Les personnes âgées de 25-54 ans sont proportionnellement plus exposées à la position de ni en emploi ni au chômage lorsqu'elles sont sans instruction formelle. Ce sont 20 à 24% d'entre elles contre 10 à 20% pour les personnes de niveau primaire d'éducation, 8 à 17% le secondaire et 5 à 17% le postsecondaire. On peut en déduire que l'éducation sert à sortir la population (25-54 ans) de la position hors main-d'œuvre pour l'amener dans la main-d'œuvre, en emploi ou au chômage. Les niveaux secondaire et postsecondaire y contribuent encore plus. Le seul niveau primaire permet de réduire de 6 points de pourcentage la proportion de la population ni en emploi ni au chômage, entre 5 points de pourcentage annuellement entre 2014 et 2020 puis 10 points en 2024, année où le primaire contribue plus que le secondaire, 10 points contre 6 points de pourcentage, le tout par rapport à aucun niveau d'éducation. Il est aussi arrivé que le secondaire fasse mieux que le postsecondaire. C'était en 2014, avec 9% contre 17%, la seule fois où le taux du postsecondaire était en deçà des performances du secondaire. Il faut enfin remarquer que seul le postsecondaire enregistre une baisse continue de sa population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage, passant de 17% en 2014 à 5% en 2024, une baisse globale de 12 points de pourcentage. Le niveau secondaire est le seul à laisser croître, de 2022 à 2024, sa population ni en emploi ni au chômage, de 8 à 14%.

Figure 15. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage par niveau d'éducation | 2014-2024



Par région, la moyenne annuelle de cette population est comprise entre 17% (à Sikasso) et 23% (dans les régions du nord), soit un intervalle relativement serré. Mais par an, l'intervalle s'étire de 8% (en 2024 et à Sikasso) à 38% (en 2020 et à Ségou). Les plus faibles variations annuelles sont observées à Kayes et à Mopti, 6 points de pourcentage entre les deux extrêmes, maximum et minimum. Pour Kayes, on dénombre entre 18% (en 2014) et 24% (en 2017) de population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage. A Mopti, les chiffres sont respectivement de 16% (en 2022) et de 22% (en 2014 comme en 2017). A l'opposé, les variations annuelles les plus distantes ont été observées à Ségou, avec au minimum 12% (en 2017) et au maximum 38% (en 2020), de surcroît sur deux rounds d'enquêtes consécutifs. Trois autres régions se rapprochent de cette situation chaotique, à savoir le nord (20 points d'intervalle), Sikasso (19) et Koulikoro (17). Le district de Bamako a une position médiane (11 points d'intervalle) avec sa population comprise entre 13% (en 2024) et 24% (en 2014), seule année de forte population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage dans le district.

Tableau 5. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage par région | 2014-2024

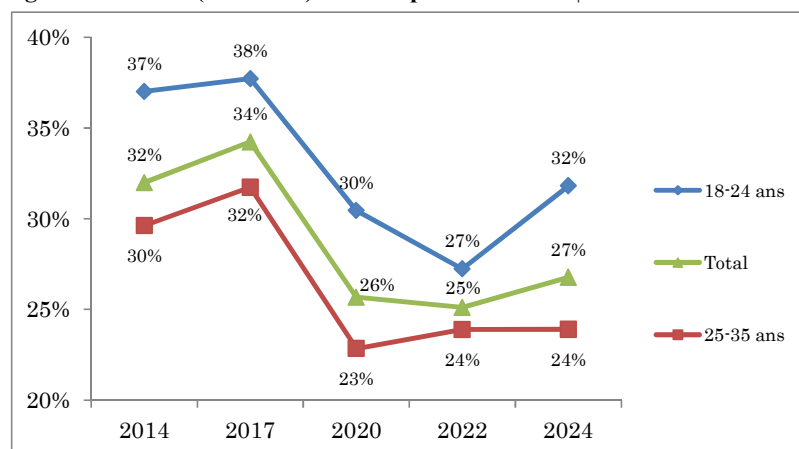
	2014	2017	2020	2022	2024	Moyenne annuelle
Kayes	18%	24%	22%	21%	23%	22%
Koulikoro	26%	28%	12%	12%	11%	18%
Sikasso	16%	27%	11%	21%	8%	17%
Ségou	18%	12%	38%	19%	16%	21%
Mopti	22%	22%	17%	16%	19%	19%
Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	33%	26%	17%	13%	25%	23%
Bamako	24%	17%	13%	16%	13%	17%

4.2. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école

Les jeunes, âgés de 15 à 35 ans sont censés être soit en éducation (élève/étudiant), soit en formation, à défaut en emploi. Lorsque cela n'est pas observé, on dira qu'ils ne sont pas dans la position dans laquelle ils étaient censés y être (Ni emploi, ni éducation, ni formation – NEEF) et cela constitue un problème social de la jeunesse auquel les pouvoirs peuvent être confrontés. Cette position fait de lui un oisif, en tout cas une personne vulnérable et exposée aux risques de la vie si d'aventure elle vit dans des ménages soumis à des manques.

Les jeunes ni en emploi ni à l'école représentent entre le quart et le tiers de la jeunesse de 18-35 ans au Mali. Cette proportion de jeunes désœuvrés est passée, en 2014, de 32% à 34% en 2017 puis a baissé continuellement jusqu'en 2022, de 8 points de pourcentage en 2020 sur 2017 puis de seulement un point en 2022 par rapport à 2020, soit une baisse cumulée de 9 points de pourcentage. Malheureusement, elle a cru de 2 points de pourcentage de 2022 à 2024, passant de 25% à 27%. Cette hausse récente a été l'œuvre des 18-24 ans dont ceux ni en emploi ni à l'école sont passés de 27% à 32%, soit 5 points de pourcentage de dégradation au moment où les 25-35 ans stagnaient à 24%. Quelle que soit l'année d'enquête, il y a proportionnellement plus de jeunes 18-24 ans ni en emploi ni à l'école que leurs aînés de 25-35 ans avec un écart annuel moyen de 6 points de pourcentage, pour 2 points en 2022 contre 8 points en 2024. La proportion des jeunes dans cette position d'oisiveté a fortement baissé de 2017 à 2020, au début donc du second mandat du président Ibrahim Boubacar Kéïta (réélu en 2018), de 8 points de pourcentage au total comme pour les 18-24 ans contre 9 points pour les 25-35 ans. Une hausse a été observée sous la transition de 2022 à 2024, globalement (2 points de pourcentage) et pour les 18-24 ans (5 points).

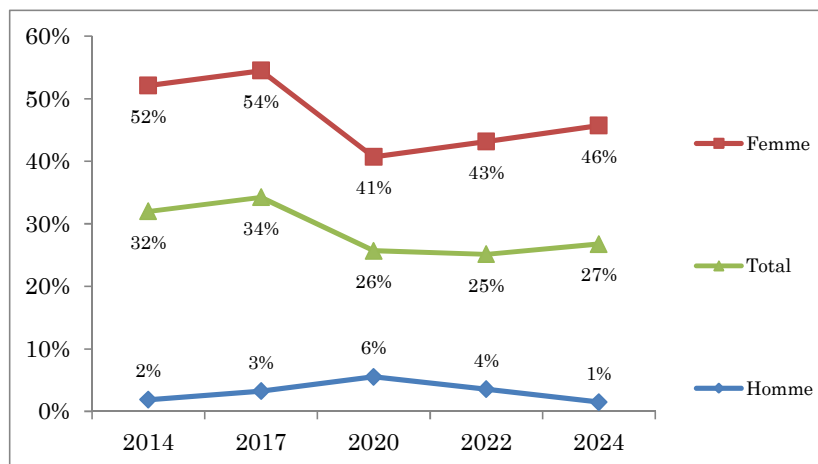
Figure 16. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école | 2014-2024



Par sexe, ce sont surtout les jeunes filles 18-35 ans qui sont proportionnellement davantage ni en emploi ni à l'école, 47% en moyenne annuelle contre 3% pour les garçons et 29% pour le total, tout sexe confondu. L'écart moyen annuel est de 44 points de pourcentage, allant de 35 points (en 2020) à 51 points (en 2017). Les proportions de garçons dans l'oisiveté varient entre 1% et 6% contre 41 à 54% pour les filles. La position de jeune (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école est une posture féminine résultant de leur plus faible taux de scolarisation et de maintien à l'école ainsi que de leur plus forte exposition au chômage et au travail domestique et de soins non rémunéré, sans compter la dépendance financière de la plupart des filles une fois mariées. Sur les 5 rounds d'enquêtes Afrobarometer, il a été une seule fois observé une diminution de proportion de filles (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école. C'était en 2020 par rapport à 2017 lorsque le score féminin est passé de 54% à 41%, une chute de 13 points de pourcentage, induisant une baisse globale pour les deux sexes de 8 points de pourcentage accompagnée d'une hausse de 3 points du score des garçons. Depuis 2020, la population juvénile féminine ni en emploi ni à l'école croît modérément de 5 points de pourcentage de 2020 à 2024, à raison de 2 points entre 2020 et 2022 puis de 3 points entre 2022 et 2024. Au même moment, la population masculine dans cette position sur le marché du travail baissait de 5 points de pourcentage, à raison de 2 points puis de 3 points. Ces mouvements opposés

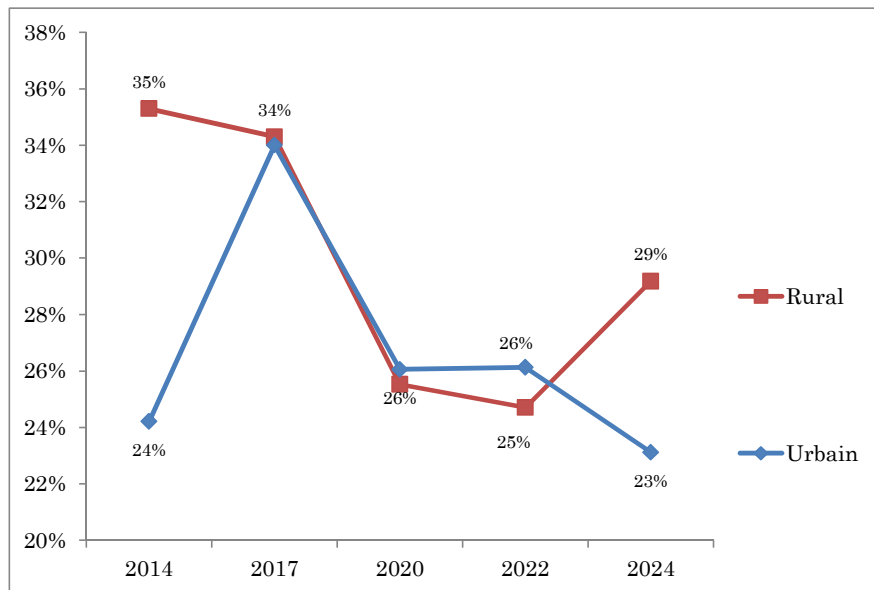
aboutissent à une légère hausse du taux global, 1 point de pourcentage, marqué par une baisse d'un point suivie d'une hausse de 2 points.

Figure 17. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école par sexe | 2014-2024



Par milieu de résidence, le phénomène est relativement plus rural qu'urbain. Cela ne s'est toutefois pas observé ni en 2020 ni en 2022 lorsque les urbains supplantèrent les ruraux, d'un petit point de pourcentage. Au total, l'écart moyen annuel est de 3 points de pourcentage en défaveur des ruraux pour des moyennes annuelles de 27% et 30%, pour les urbains respectivement les ruraux. En 2014, le phénomène était plus nettement rural qu'urbain, 35% contre 24%, 11 points de pourcentage d'écart. Il faut attendre 2024 pour qu'un écart relativement important se creuse à nouveau à 6 points de pourcentage avec 29% de jeunes ruraux contre 23% de leurs camarades urbains. L'année 2020 a marqué les plus fortes chutes de cette proportion de jeunes par rapport à 2017. Les deux courbes, rurales et urbaines, se confondent avec chacune une décroissance de 8 points de pourcentage, le score passant de 34 à 26%. Elles vont à nouveau diverger de 2022 à 2024, la population rurale grimpant de 25% à 29% (+4 points de pourcentage) et la rurale de 26 à 23% (-3 points de pourcentage). Sur la longue période, 2014-2024, la baisse aura été plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain, de 35 à 29% contre 24 à 23%, soit 6 points de pourcentage contre 1. Cela peut être de mauvais augure pour les urbains mais pas forcément pour les ruraux pourvu que leur hausse de 2024 ne se poursuive pas.

Figure 18. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école par milieu de résidence | 2014-2024



Par région, l'on a enregistré entre 23% et 37% de jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école. Par année, l'étendue est beaucoup plus large, allant de 9% (en 2020 à Koulikoro) à 50% (en 2022 à Kayes). Le phénomène est bien plus présent à Kayes que partout ailleurs, avec un taux annuel moyen d'un peu plus de 37%. La région enregistre le taux maximum sur 3 des 5 années d'enquêtes Afrobarometer, 2017 (46% contre une moyenne nationale de 34%), 2020 (41% contre 27%) et 2024 (50% contre 28%). Les régions du nord ont quasiment le même score annuel moyen que Kayes. Les plus faibles scores sont enregistrés à Koulikoro (23%) suivie de Sikasso (24%). Les 3 autres régions (Ségou, Mopti et Bamako) occupent une position médiane au score annuel moyen uniforme de 29%. Ségou a la particularité d'avoir enregistré en 2022 le plus fort score de jeunes ni en emploi ni à l'école, 35% contre une moyenne nationale de 26% et un minimum de 17% à Sikasso. La région de Mopti a par contre enregistré le plus faible score en 2024, 18% contre une moyenne nationale de 28% et un maximum de 50% à Kayes. L'étendue globale, toute région confondue, n'est que de 9 points de pourcentage, avec un écart maximum de 34% et un minimum de 25%, tandis que l'écart régional moyen est de 21 points, différence entre 40% et 19%. Les plus faibles écarts régionaux sont observés à Bamako (14 points), pour 22% de minimum et 36% de maximum, suivi du nord (16 points, 30% respectivement 46%).

Tableau 6. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école par région | 2014-2024

	2014	2017	2020	2022	2024	Moyenne annuelle
Kayes	25%	46%	41%	24%	50%	37%
Koulikoro	27%	34%	9%	23%	22%	23%
Sikasso	27%	36%	22%	17%	18%	24%
Ségou	32%	12%	37%	35%	28%	29%
Mopti	42%	37%	26%	24%	18%	29%
Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	46%	38%	30%	32%	40%	37%
Bamako	31%	36%	24%	28%	22%	28%
Total	32%	34%	26%	25%	27%	29%

Conclusions

L'accroissement simultané des deux composantes de la main-d'œuvre (emploi et chômage) explique la baisse de la population hors main-d'œuvre ainsi que de sa composante main-d'œuvre potentielle. Les politiques de l'emploi au Mali doivent (i) sortir les femmes de la population hors main-d'œuvre, (ii) mettre l'accent sur le milieu urbain, (iii) privilégier les jeunes, (iv) donner une orientation régionale différencier, surtout en faveur du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et du district de Bamako. En effet, une des caractéristiques de la population en emploi est qu'elle est beaucoup plus masculine que féminine. En plus d'être davantage masculin, l'emploi est également plus rural qu'urbain au Mali. Cela peut se comprendre dès lors que la population est majoritairement rurale. Mais l'écart rural-urbain (5 à 11 point de pourcentage) est beaucoup plus resserré que celui entre homme et femme (30 à 44 points). Globalement, l'emploi urbain semble avoir cru plus que celui rural. La population en emploi est moins jeune, la proportion de jeunes 18-35 ans étant toujours inférieure à celle de leurs aînés. Parmi les jeunes, il y a proportionnellement moins de jeunes 18-24 ans en emploi que de jeunes 25-35 ans. En termes de dynamique, l'emploi des jeunes 18-24 ans est le plus dynamique, celui des 36-54 ans semble davantage rigide. Les taux d'emploi les plus élevés sont observés à Sikasso et Koulikoro tandis que les régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et le district de Bamako enregistrent les plus faibles taux.

Les politiques de lutte contre le chômage cibleront prioritairement les femmes, les jeunes, surtout les 18-24 ans, le milieu urbain, les personnes de niveau secondaire et postsecondaire d'éducation et différemment les régions avec le district de Bamako en tête. Il en sera de même des politiques de réduction de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Quelle que soit l'année d'enquête, le taux de chômage des femmes supplante celui des hommes. On notera simplement que le taux de chômage des hommes a légèrement augmenté de 2022 à 2024 alors que celui des femmes diminuait. On peut néanmoins craindre l'avenir dès lors qu'on observe que toute baisse du chômage est suivie d'une hausse et inversement, et de façon plus marquée chez les femmes que chez les hommes. Non seulement, le chômage (SU1) a un visage féminin, il est également juvénile. Les plus gros efforts en matière de lutte contre le chômage devraient être déployés en direction des jeunes 18-24 ans sans doute plus frappés par le chômage de première insertion que celui de perte d'emploi. Le chômage au Mali est plus urbain que rural touchant proportionnellement plus les personnes de niveau secondaire et postsecondaire d'éducation. Par région, Bamako aura systématiquement enregistré les plus hauts taux de chômage, avec en plus un chômage continuellement croissant. Les régions de Sikasso et de Ségou enregistrent systématiquement les plus bas taux de chômage en tant que régions les moins urbanisées avec proportionnellement moins de personnes de niveau secondaire ou plus d'éducation.

Il faut des politiques d'allègement de la durée du travail domestique et de soins (aux enfants, aux personnes âgées, aux malades et autres personnes vivant avec un handicap) non rémunéré en à faisant des emplois comme la promotion des crèches et autres garderies d'enfants, de la restauration de proximité, etc. Les résultats montrent que la proportion de population adulte au travail mais pas en emploi diminue très peu d'une année à l'autre, d'où sa rigidité sociale. C'est un phénomène plus urbain que rural et le taux urbain continue de croître au moment où celui rural décroît généralement tout comme le total. Les femmes ont sur les hommes les plus fortes proportions. Autant dire que cette position sur le marché du travail est une posture féminine. L'accès au marché du travail rémunéré est plus facile pour les hommes que pour les

femmes en raison principalement du travail domestique et de soins (aux enfants, aux personnes âgées, aux malades et autres personnes vivant avec un handicap) non rémunéré et très consommateur de temps de travail. C'est assez culturel qu'il y ait davantage plus de jeunes au travail mais pas en emploi que leurs aînés et les 18-24 ans plus que les 25-35 ans. Au-delà, les personnes âgées participent moins aux tâches domestiques et de soins non rémunérées y compris les femmes qui les lèguent à leurs filles et/ou belles-filles si ce n'est à leurs coépouses plus jeunes

L'éducation est un levier puissant de sortir la population (25-54 ans) de la position hors main-d'œuvre pour l'amener dans la main-d'œuvre, en emploi ou au chômage. De même l'urbanisation aide à sortir les jeunes 18-35 ans de la posture de ni en emploi ni à l'école. Il faut savoir qu'au sein de la population âgée de 25-54 ans ni en emploi ni au chômage, les 25-35 ans sont plus touchés que leurs aînés 36-54 ans. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes, conséquence de leur prédominance dans la main-d'œuvre potentielle. Il y a également proportionnellement plus de population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage parmi les ruraux que parmi les urbains. Les proportions diminuent avec l'éducation qui apparaît ainsi comme un levier pour faire sortir la population (25-54 ans) de la position hors main-d'œuvre pour l'amener dans la main-d'œuvre, en emploi ou au chômage. Par région, les plus faibles variations annuelles sont observées à Kayes et à Mopti et les plus distantes ont été observées à Ségou. De l'autre côté, les jeunes ni en emploi ni à l'école sont proportionnellement plus des jeunes 18-24 ans que leurs aînés de 25-35 ans. Les femmes sont prédominantes en raison de leur plus faible taux de scolarisation et de maintien à l'école ainsi que de leur plus forte exposition au chômage et au travail domestique et de soins non rémunéré, sans compter la dépendance financière de la plupart des filles une fois mariées. Le phénomène est relativement plus rural qu'urbain. Heureusement qu'il baisse plus en milieu rural qu'en milieu urbain. Il est bien plus présent à Kayes que partout ailleurs.

Références bibliographiques

OIT (2023), Résolution II afin d'amender la résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 21^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 11-20 octobre 2023)

OIT (2023), Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2023, Résumé analytique

OIT (2013), Résolution I concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 19^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 2-11 octobre 2013)

ONEF (2018), Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2017) – Rapport principal, Bamako, novembre

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle “***Les GREAT Cahiers***”, il entend :

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement. Ce sont :

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à “***Les GREAT Cahiers***” pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.